

# « La fragilité de l'économie mondiale peut inciter Washington à la modération politique »

## ZAKI LAÏDI

► Chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI, Sciences-Po), professeur à Sciences-Po. Professeur invité à l'IUED de Genève, Zaki Laïdi est un ancien professeur associé à la Johns Hopkins de Bologne.

► Docteur en sciences politiques, il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages, dont le dernier, *Penser la mondialisation*, paraîtra à la rentrée chez Flammarion.

### Le divorce actuel franco-américain vous paraît-il durable ?

En politique comme dans la vie rien n'est irréversible. Mais, bien entendu, le retour rapide au statu quo est peu probable. Dans le court terme, trois facteurs vont peser sur l'équation franco-américaine : l'évolution interne de l'Irak, le rapport de forces au sein de l'administration américaine entre les faucons et l'élite d'internationalistes qui survit au département d'Etat et, bien entendu, la capacité de la France à se ressourcer dans une dynamique plus collective, plus européenne.

Plus la France se situera dans cette force européenne, moins elle sera vulnérable. C'est la raison pour laquelle il faut à tout prix relancer la dynamique de l'Union autour de Paris, Berlin et Londres. Il ne saurait y avoir d'autre priorité pour la France que celle-là. La politique ne consiste pas à se faire plaisir.

Il y a cependant trois dossiers sur lesquels Washington et Paris peuvent se retrouver : la question de la crise coréenne même si l'influence française est limitée sur le dossier, la réussite du sommet d'Evian, début juin, et la poursuite du cycle de négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

**Vous ne pensez donc pas que la coopération économique multilatérale soit menacée par les suites de l'affaire irakienne ?**

Les Etats-Unis, qui sont puissamment dépendants de l'économie mondiale pour financer leur croissance, ont besoin d'un engagement politique fort du G7-G8 pour relancer l'économie du monde et bien entendu la leur. Je crois d'ailleurs que la fragilité du contexte économique mondial constitue aujourd'hui un élément qui peut inciter Washington à la modération politique. L'intrusion des questions de sécurité dans le jeu mondial est un des facteurs les plus importants des relations internationales. J'ajouterai que les Etats-Unis ont autant besoin que nous de la poursuite des négociations commerciales, pour obtenir la libéralisation des services financiers notamment.

Or, pour arriver à cela, les Américains devront lâcher du lest sur deux dossiers qui patinent et qui sont des thèmes Nord-Sud : la question de l'accès aux médicaments et celle des subventions agricoles.

Sur le premier point, nous étions très proches d'un accord, mais les Etats-Unis ont bloqué la négociation finale sous l'influence du lobby pharmaceutique. Sur le second, les responsabilités sont partagées même si le groupe de Cairns, qui rassemble des pays d'Amérique latine, d'Asie-Pacifique, le Canada et l'Afrique du Sud, épaulé par Washington, veut faire retomber la responsabilité du blocage sur les seuls Européens. Cela étant, il faudra bien accepter des concessions dans ce domaine si nous voulons qu'à Cancun (Mexique), en septembre, on puisse se targuer de progrès significatifs.

L'agenda commercial ne saurait être naturellement le seul moteur de la dynamique multilatérale. Mais si celui-ci est bloqué, les autres en pâtiront encore plus. Il faut cependant dire ici que les conflits euro-américains sont sur le plan commercial relativement faibles. La vraie fracture est Nord-Sud, même si le Sud n'est pas homogène. Le fait d'ailleurs que ces dossiers ne dépendent pas directement de l'état de nos relations avec Washington devrait nous inciter en tant qu'Européens à nous montrer plus imaginatifs. Un jour ou l'autre, nous devons communautariser nos aides publiques mais pour cela il faudra sérieusement réformer un mécanisme dont la lourdeur n'est un secret pour personne.

**Vous avez écrit que ce qui opposait les Etats-Unis à l'Europe c'était deux philosophies,**

**l'une fondée sur l'hégémonie, l'autre sur la gouvernance. Pouvez-vous préciser ce point ?**

Pour des raisons qui tiennent à l'histoire communautaire, l'Europe cherche à développer partout un modèle de « gouvernance par les normes » qui tend finalement à réaliser à l'échelle du monde ce qu'elle a fait à l'intérieur de ses frontières. C'est pour cela que nous sommes attachés au multilatéralisme. Les Etats-Unis ont aussi intérêt à « normer » le système mondial.

Mais les Américains se sentent désormais assez forts sur les plans politique et militaire pour refuser ces normes, s'ils les jugent contraires à leurs intérêts nationaux. Traditionnellement, les Américains ont été tantôt isolationnistes, tantôt internationalistes. Aujourd'hui, ils souhaitent très clairement sortir de ce dilemme en développant un souverainisme messianique. Les Etats-Unis entendent américaniser le monde, mais ils ne veulent pas mondialiser l'Amérique.

Dans le contexte actuel, les Etats-Unis ne me semblent soucieux que

« Les Etats-Unis souhaitent développer un souverainisme messianique, ils entendent américaniser le monde, mais ne veulent pas mondialiser l'Amérique »

de protéger un seul archipel de gouvernance mondiale : celui de l'OMC. Pour tout le reste, on peut en douter. Les Etats-Unis ont très clairement refusé le projet du Fonds monétaire international (FMI) sur la renégociation des dettes souveraines qui aurait permis aux Etats en difficulté d'invoquer une procédure de préfaillite, et ils semblent inciter Moscou à ne pas ratifier Kyoto pour que le protocole visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre n'entre pas en vigueur.

Autant dire que la gouvernance mondiale n'est pas à l'ordre du jour à Washington. Mais il ne faut pas baisser les bras. D'une manière ou d'une autre, nous devons faire en sorte que le coût de la non-participation des Etats-Unis au système multilatéral devienne prohibitif pour eux.

Mais il nous faut aller plus loin. L'Europe doit apprendre à se penser comme une puissance. Elle doit créer ce que j'appelle un habitus de la puissance. Elle doit déga-

ger une capacité de conception et d'action sur les grands dossiers mondiaux en étant capable de les anticiper. Pour cela, il lui faut se doter d'une véritable agence d'intelligence stratégique ambitieuse et en tout cas plus performante que la bien modeste équipe de conseillers qui entoure Romano Prodi, le président de la Commission européenne.

**Comment l'Europe pourrait-elle faire contrepoids aux Etats-Unis alors qu'elle est divisée ?**

La crise irakienne a démontré une chose : les stratégies purement nationales nous conduisent à l'impasse. La France ne peut être influente que si elle entraîne les Européens. Elle n'y est pas parvenue. Mais les Anglais sont dans une position un peu symétrique : ils ne peuvent pas influencer l'Amérique sans avoir l'Europe derrière eux.

L'Europe ne se fera donc que sur la base d'une solidarité anglo-germano-française. Pour que cette solidarité s'exerce, il faut la débarrasser de tout débat « théologique » pour savoir si nous sommes partenaires ou rivaux des Etats-

Unis. Nous sommes et serons un peu les deux. En attendant, ce qu'il faut c'est mettre en avant le principe d'autonomie de jugement et d'action de l'Europe.

Si Galileo, le système de localisation par satellite, avait été présenté comme un projet destiné à doter l'Europe d'un GPS qui pourrait l'aider un jour à agir seule contre l'intérêt des Etats-Unis, il est probable que ce projet ne serait pas passé. Si, en revanche, on le présente, ainsi que cela a été fait, comme une initiative destinée à rendre l'Europe plus autonome, il bénéficie d'un consensus plus large. Bien sûr, tous les Européens ne donnent pas le même sens au mot autonomie.

C'est ce qui rend la poursuite de cet objectif à la fois nécessaire et réaliste. L'unité de l'Europe ne passe pas par un grand soir européen. Elle implique volonté, patience, mais aussi ambiguïté.

**Propos recueillis par Serge Marti**